

LE PARTI OUVRIER DÉMOCRATE SOCIALISTE EN HOLLANDE

RAPPORT

AU

CONGRÈS INTERNATIONAL

DE

VIENNE

CONCERNANT LA POSITION ET LE DÉVELOPPEMENT DU PARTI
OUVRIER DÉMOCRATE SOCIALISTE ET DES SYNDICATS
PROFESSIONNELS EN HOLLANDE PENDANT LES ANNÉES

1910—1914

PUBLIÉ PAR LE COMITÉ DIRECTEUR DE LA S. D. A. P.

RAPPORT

DU

Parti ouvrier Démocrate Socialiste des Pays-Bas.

Dans les quatre années qui se sont écoulées depuis le Congrès international de Copenhague, l'agitation ouvrière socialiste des Pays-Bas a passé, dans tous les domaines, par une période de prospérité, d'extension et de combativité inconnue jusqu'alors.

Une comparaison des chiffres définitifs avec ceux de pays de même grandeur ne saurait donner une idée exacte de ce qui pendant les mêmes années a été atteint dans les Pays-Bas par l'action politique et syndical surtout si l'on considère que la démocratie socialiste ne s'est organisée, dans notre pays, que depuis 1894 et ne comptait alors que quelques centaines de fidèles adeptes, après que la première agitation fut tombée dans l'anarchisme. Elle commença sa propagande au sein d'un prolétariat dégénéré par l'alcoolisme et qui, exploité de génération en génération comme peut-être nulle part, en Europe, croupissait dans une somnolence passive. En majeure partie, le prolétariat résigné et soumis gémissait sous le joug du cléricanisme et le petit groupe encore animé d'un esprit de résistance s'égara dans une agitation anarchiste qui, une fois désillusionnée, le fit retomber dans son ancienne indifférence.

Malgré le dévouement avec lequel tous participaient à l'action, le nombre des membres n'augmentait, disons le en nous voilant la face, qu'à pas de tortue et de quelques centaines seulement par année.

Bien des années encore après la création du parti néerlandais l'anarchisme continuait son œuvre de démolition dans la majeure partie des syndicats professionnels et excitait leurs membres contre les „politiciens”. Et, tout en méconnaissant et en négligeant sa mission, l'anarchisme entraînait l'action ouvrière dans des agissements de toute nature qui n'avaient aucune liaison avec le but qu'il fallait poursuivre. Ce n'est qu'en 1900, et après s'être imposé d'énormes sacrifices pécuniaires, que put paraître le premier numéro d'un journal socialiste qui, pendant bien des années encore, ne devait compter que quelques milliers de lecteurs.

La malheureuse grève de 1903, qui échoua si pitoyable-

ment, anéantit de nouveau en grande partie ce qui avait été échafaudé avec une patience infinie; un flot de haine anarchiste et mesquinement bourgeoise semblait devoir tout engloutir.

Et, lorsque en 1905 les rangs eurent été de nouveau complétés, que la nouvelle centrale syndicale était sur le point d'être créée et que de nouvelles perspectives s'ouvraient pour l'agitation, de misérables querelles intestines de parti firent tout avorter par leur influence néfaste et paralysante. Ceci aboutit à une crise. Elle se termina par la démission d'à peu près 500 membres qui se déclarèrent solidaires avec les trois esprits querelleurs qu'on avait dû rayer du parti parce qu'ils ne voulaient pas reconnaître une décision du parti, prise à la presque unanimité. Les membres sortant fondèrent le soi-disant nouveau parti la S. D. P. (parti socialiste démocrate en opposition à la S. D. A. P. parti ouvrier socialiste démocrate).

Les élections à la Chambre des Députés, en 1909, prouvèrent que les ouvriers socialistes étaient restés fidèles à notre parti. Les candidats de la S. D. P. ne recueillirent que quelques centaines de voix.

Quand à la S. D. A. P., si le nombre des mandats ne fut pas accru, celui des voix données au parti accusait une importante augmentation. Plein d'espoir, le parti prévoyait un avenir qui lui assurait la paix intérieure et lui permettait d'engager une lutte plus acharnée encore contre les ennemis du dehors. Cet espoir s'est réalisé d'une manière qui a dépassé les prévisions des plus optimistes. Le parti ouvrier socialiste démocrate a vu le nombre de ses membres se tripler depuis le schisme des „tribunistes”; les élections de 1913 ont fait passer de 7 à 15 le nombre des sièges occupés et accusent un surprenant accroissement de suffrages.

En peu d'années la S. D. A. P., si faible à son début, déchirée par des querelles intestines sans attraction pour les masses, minée par la méfiance mutuelle, est devenue une organisation politique qui, dans notre pays, compte plus de partisans que toute autre. Elle a su soutenir avec énergie une campagne politique toujours plus vive et peut maintenant délibérer avec un esprit de concorde sur les questions les plus épineuses de tactique et de principe. Quelques années ont suffi pour faire d'un parti sans influence politique directe une puissance avec laquelle il faut compter, et qui a fait inscrire ses revendications sur le programme des partis bourgeois qui détiennent les rênes du gouvernement.

L'harmonie la plus parfaite règne entre le parti et notre Centrale syndicale, l'Alliance néerlandaise des Syndicats professionnels. Tout en se réservant l'indépendance, chacun sur son propre terrain, nous collaborons avec la plus franche camaraderie dans toutes les circonstances politiques ou sociales où sont engagés les intérêts généraux de la classe ouvrière. En 1910 la N. V. V. (Alliance néerlandaise des syndicats professionnels) avait derrière elle les quatre années difficiles du début. Depuis lors le nombre des adhérents à l'Alliance a plus que doublé et il a été créé une Centrale qui surpasse de beaucoup ce qui avait été atteint par „l'Ancienne action” sous les régies anarchiste, non seulement quant à son amplitude, mais aussi quant à son organisation et à sa combativité. La méthode de s'organiser et de combattre, indiquée par les chefs de l'Alliance lors de sa fondation, a été acceptée par la presque totalité de l'association syndicale néerlandaise, sauf dans le cas où elle se trouve sous une influence cléricale, ce qui ne se présente qu'en partie dans les contrées très arriérées au point de vue intellectuel et économique. Dans toutes les associations de quelque importance l'anarchisme a été réduit au néant. A côté des rares associations qui se trouvent encore sous une influence anarchiste et dont l'organisation et le nombre font preuve de faiblesse, les associations rivales nouvellement créées et conduites dans l'esprit de l'Alliance se développent avec une rapidité étonnante.

Ce n'est que ces dernières années qu'on peut dire de la grande majorité des associations syndicales qu'elles peuvent se faire valoir dans la réglementation des conditions de travail de leurs membres. Plus que jamais elles peuvent se fier à leurs propres forces en cas d'agitation, et plus d'une fois aussi elles ont eu l'occasion de manifester d'une manière heureuse et énergique de leur solidarité et de leur coopération.

L'AGITATION POLITIQUE.

C'est surtout le suffrage universel qui a préoccupé le parti pendant ces quatre dernières années.

Après que l'attitude du gouvernement cléricale qui, après les élections de 1909, disposait dans les deux chambres d'une majorité foncièrement réactionnaire, eut démontré qu'il n'était absolument pas question, tant qu'il serait au pouvoir de résoudre dans un sens démocratique, le problème du droit de vote, le congrès du parti, tenu en 1910, résolut de concentrer toutes ses forces pendant les années suivantes pour

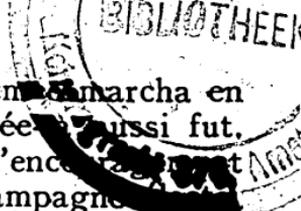
l'obtention du suffrage universel. En collaboration avec l'Alliance néerlandaise des associations syndicales il fut organisé un pétitionnement populaire pour mobiliser, par une agitation énergique, la classe ouvrière dans la lutte pour le droit de vote, et convaincre par des milliers de signatures, les partis de la bourgeoisie que les ouvriers et les ouvrières des Pays-Bas voulaient être pris au sérieux dans leur revendication d'être reconnus politiquement comme citoyens possédant tous leurs droits.

La direction en fut confiée à un Comité campagnard dans lequel siégeaient aussi quelques personnes marquantes de l'agitation syndicale, qui menèrent localement l'action de concert avec nos sections.

Dans des dizaines de meetings provinciaux, des centaines d'assemblées convoquées par le comité jusque dans les plus petits localités et les endroits les plus reculés, nos propagandistes parlèrent en faveur de nos principes et du suffrage universel. Plusieurs brochures faites à un tirage de dizaines de milliers d'exemplaires sortirent de nos presses; les manifestes furent répandus par centaines de mille, et nos partisans trouvèrent encore l'occasion de faire de la propagande orale dans leurs visites à domicile pour faire signer le pétitionnement. Le résultat direct de cette campagne fut que 317.522 Néerlandais majeurs, dont près d'un tiers de femmes, se prononcèrent, par leur adhésion, pour une révision de la constitution qui garantirait sans restriction le droit de vote universel, singulier et direct.

Le jour de l'ouverture des Etats-Généraux, par la reine, en septembre 1911, la pétition fut présentée au gouvernement par le Comité suivi d'un cortège de 20.000 manifestants.

Cette démonstration enthousiaste qui transforma cette journée, que la bourgeoisie regardait comme sienne, en une journée appelée dès lors „le Mardi rouge”, fit aussi bien sur la bourgeoisie que sur le prolétariat une impression énorme; c'était la conclusion éclatante de cette première campagne qui devait atteindre son apogée le jour des élections à la Chambre des Députés, en 1913. On comprend que le gouvernement fit son possible pour prévenir le renouvellement d'une manifestation d'un enthousiasme prolétaire qui lui était hostile. Une démonstration publique, le deuxième Mardi rouge, en 1912, fut interdite. Cette défense à plus contribué que la plus ardente propagande à faire réussir notre dernière manifestation à la Haye avant les élections. Cette fois plus de 30.000 ouvriers et ouvrières répondirent à l'appel de manifester.



Malgré l'interdiction de la police cette armée marcha en 10 sections vers le Binnenhof. Cette journée aussi fut, en réalité, un jour de fête révolutionnaire, l'enceinte fut le plus énergique possible à organiser la campagne générale des mois suivants de manière à faire entrer au Binnenhof une majorité guidée par une avant-garde démocrat-socialiste et qui, cédant à la volonté du prolétariat, serait disposée à faire introduire dans la Constitution le suffrage universel.

REVISION DU PROGRAMME ET RÉORGANISATION.

Cependant, dans son congrès de 1912, le Parti trouva l'occasion de mener à bonne fin une révision du programme élaborée depuis longtemps. L'ancien programme, qui existait déjà depuis 17 ans, avait été greffé sur celui d'Erfurt du parti allemand et exigeait d'urgence une révision, surtout par suite de ses divergences et de son aggravation. La commission préparatrice présenta au Congrès un projet qu'elle avait accepté à l'unanimité. Ce programme d'unification, qui réunissait tous les courants, fut également adopté à l'unanimité par le congrès après une discussion calme et bien documentée. Puis, comme l'exigeait l'accroissement du parti, surtout en 1913, il fallait songer aussi à réviser la forme de l'organisation. Une modification des statuts et du règlement d'ordre intérieur y relatifs fut également élaboré au Congrès de Pâques, en 1914.

L'unité du parti, qui se manifestait non seulement dans la détermination des principes scientifiques mais aussi dans le choix de la tactique à suivre et la manière de continuer la lutte, surtout maintenant qu'il était soutenu par le chaleureux enthousiasme, l'esprit de sacrifice illimité et l'ardeur guerrière toujours croissante de milliers de membres devait nécessairement trouver son expression, et en tout premier lieu, dans une argumentation puissante de la liste des membres et de sa presse.

Le relevé suivant donnera une idée du développement de l'agitation ouvrière démocrate socialiste en Hollande pendant les dernières années électorales.

1 ^{er} janvier	Sections	Membres	Augmentation
1895	26	700	—
1898	51	2200	1500
1902	90	4500	2300
1906	152	6816	2316
1910	205	9504	2688
1914	389	25830	16326

De 1910 à 1914 ces chiffres étaient:

1 ^{er} Janvier	Sections	Membres	Augm. en pour cent
1910	205	9504	—
1911	220	9992	5.1
1912	253	12592	25.9
1913	284	15667	24.4
1914	389	25830	64.2

Le nombre des membres du sexe féminin s'élevait en 1900 à 1100, en 1911 à 1500, en 1912 à 2047 et en 1913 à 3011.

FINANCES.

Quant aux moyens pécuniaires pour faire leur propagande, les sections sont obligées de recourir presque exclusivement aux cotisations payées par les membres. A la campagne elles s'élèvent de 3 à 10 cents, dans les villes de 5 à 20 par semaine. Les sections remettent au Comité du parti une quote-part des cotisations. Selon l'importance des sections cette quotité est de 1, 1½ ou 2 cents par membre et par semaine. Le relevé ci-dessous fera ressortir quel est le point faible du parti: sa situation financière. Notre pays ne compte pas de coopérations qui contribuent pour des sommes importantes ou apportent un appui efficace par la fondation et l'entretien d'édifices pour assemblées, l'organisation du travail de développement et autres facteurs. Tous les bénéfices que rapportent le journal du parti et quelques feuilles hebdomadaires sont nécessaires pour les maintenir à la hauteur des besoins du moment et pourvoir à leurs propres besoins.

Les recettes ordinaires de la Caisse du parti se sont élevées

En	a	dont les sections ont versé
1910	9027 florins.	4733 florins.
1911	9295 „	5400 „
1912	12268 „	7086 „
1913	13776 „	9424 „

Pour les élections de 1913 il a été versé dans la Caisse du Parti 24194 florins de contributions volontaires, dont 3500 florins provenaient des Indes et 3000 du parti socialiste allemand.

CAMPAGNE ÉLECTORALE. — ELECTIONS A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Afin de pouvoir juger du nombre des votants socialistes il ne faut pas perdre de vue que la Hollande possède encore toujours un droit de suffrage d'après l'impôt.

Sur 1.412.973 hommes âgés de 25 ans ou plus, 960.676 seulement ou 67.99 % étaient, en 1913, électeurs à la Chambre des Députés. Donc c'est principalement le manque de bien-être qui privait du droit de vote 452294 citoyens, c. à. d. à peu près un tiers.

Dans les cinq élections qui ont eu lieu de 1897 à 1913 et auxquelles le parti a participé, ses candidats ont obtenu le nombre de suffrages indiqué dans la troisième colonne.

Année	Nombre total des votants	Nombre de suffrages accordés aux socialistes	Pour cent
1897	437.579	12.451	2.6
1901	424.693	39.066	9.2
1905	608.982	65.561	10.8
1909	651.410	82.855	12.7
1913	796.067	144.249	18.1

C'est dans les grandes villes et dans les centres industriels de moindre importance que le parti a le plus d'influence, ce qui ressort du relevé suivant:

Voix données aux candidats du parti

	Pour cent du total			
	1909	1913	1909	1913
Grandes villes	29.823	61.498	19.9	31.1
Petites villes	19.002	30.026	17.6	21.7
Communes mixtes	6.541	9.164	13.8	15.7
Campagne	27.498	43.561	7.9	10.8
Total	82.855	144.249	12.7	18.1

Cependant, si l'on concluait que le parti n'a aucune prise sur le prolétariat agricole on se tromperait. Dans la campagne agricole (donc sans y comprendre les villes qui s'y trouvent) des provinces du nord nos candidats ont réuni:

en Groningue 24.5 proc. en 1909 et 28.2 proc. en 1913

en Frise 24.7 proc. en 1909 et 28.8 proc. en 1913

du total des suffrages valables. Sur les 14 districts de ces deux provinces le parti en a conquis 7.

Comparées à celles de 1909 les élections de 1913 accusent

un progrès de 61,374 voix, c. à d. 74 %. L'influence des deux grands partis de la bourgeoisie a reculé en proportion sous l'influence de cet accroissement.

Sur 1000 votants il en revient au parti:

Clérical	en 1909	555	et en 1913	474
Libéral	„ 1909	303	„ „ 1913	297
Socialiste (S. D. A. P.)	„ 1909	137	„ „ 1913	181
Autres	„ 1909	15	„ „ 1913	48

Le parti démocrate socialiste, la S. D. P. présenta dans 18 districts des candidats en opposition à la S. D. A. P.; en 1909 elle prit part aux élections dans 4 districts et le nombre des suffrages recula de 542 en 1909 à 463 en 1913. Dans les 18 districts; avec un total de 204.407 électeurs, où la S.D.P. présenta des candidats en 1913 elle n'atteignit que 1339 voix. Dans aucun district le résultat n'eût été autre, si elle n'avait pas participé.

Quant aux candidats de la S. D. A. P. le leader de la fraction aux Chambres, Me. P. J. Troelstra fut élu, au premier tour de scrutin; dans 21 districts (10 des villes et 11 de la campagne, dont 8 agricoles) ses candidats étaient en ballottage, soit dans 10 districts avec un libéral et dans 11 avec un clérical.

Le résultat de ces élections livra un témoignage éclatant de l'activité du socialisme en Hollande. La marée montante du nombre des suffrages socialistes démontre que notre classe ouvrière, elle aussi, pleine d'espoir et de confiance, se rapproche à grands pas du socialisme et que le prolétariat commence à entrevoir qu'il ne saurait attendre sa délivrance que par la lutte politique indépendante des partis.

Le résultat définitif des élections était, avant tout, une victoire en faveur du suffrage universel. Dès le début de la lutte un coup redoutable fut porté à la droite. La chute du cléricalisme déjoua la tentative de ses diplomates qui, en renforçant la puissance de la Première Chambre et de la couronne, cherchait à élever une barrière contre l'influence démocratisante de l'armée électorale qui s'avavançait d'une manière irrésistible.

Les partis bourgeois de la gauche s'étaient mis en campagne avec un programme commun, dans lequel le suffrage universel occupait la première place.

L'aile droite de cette combinaison libérale (ce qui veut dire en Hollande anti-cléricale) s'était vue contrainte d'admettre ce programme, qui présentait la seule possibilité de faire

tomber au premier tour de scrutin la majorité de la droite grâce à l'action combinée des trois partis libéraux, qui se trouveraient ensuite seuls en ballottage avec les démocrates socialistes. D'ailleurs, la droite, qui avait déposé un projet de „Loi sur les tarifs”, s'était aliénée le groupe des grands industriels, des commerçants et des banquiers dont les intérêts étaient fort menacés par là. Seul le souci matériel de défendre les bénéfices de leurs entreprises capitalistes contre les attaques d'un puissant groupe agrair et industriel, mais arriéré, a fait aller ces conservateurs au Canossa de la démocratie.

Il s'agissait donc, pour le parti, d'user de l'influence qu'il exerçait dans nombre de districts où les candidats de la bourgeoisie étaient en ballottage, et où il avait donc en son pouvoir de faire pencher la balance à gauche ou à droite, pour exiger des éléments hésitants de la gauche, et cela mieux qu'ils ne l'auraient fait de leur propre mouvement, de soutenir le suffrage universel, notre principale réforme politique et pratique. Par conséquent, et en conformité avec la décision du congrès tenu là-dessus, le Comité du parti communiqua aux candidats libéraux qui se trouvaient en ballottage avec les cléricaux, que l'appui de notre parti dépendait d'une déclaration satisfaisante sur:

- 1e. l'urgence du suffrage universel pour les hommes;
- 2e. le concours à prêter afin de faire supprimer de la constitution les obstacles au suffrage des femmes et à interdire d'y accoupler des exigences concernant le bien-être social;
- 3e. la collaboration pour étendre et mettre à exécution le principe des pensions de l'Etat reconnu par la loi sur l'Invalidité (qui venait de paraître quelques jours avant les élections);
- 4e. une déclaration pour ne pas mettre en vigueur le reste de la loi.

Le Comité central des partis libéraux répondit aux deux premières questions en se référant à son programme électoral et refusa de se prononcer sur les deux derniers points. Néanmoins, 14 candidats libéraux répondirent affirmativement à ces deux dernières questions; 9 autres se référèrent à la réponse du Comité Central.

Après qu'il eut été constaté que le parti socialiste ne voulait pas se départir de ses exigences, et qu'il insistait sur une déclaration personnelle d'où dépendrait son concours, ces derniers complèterent leur premier avis par des données et

des déclarations de telle nature qu'on put se déclarer satisfait. Dans un premier avis le Comité Central libéral avait déjà rempli la condition posée par la Direction du Parti, savoir qu'il prêterait son appui partout où nos candidats étaient en ballottage avec un candidat de la droite.

Dans les onze districts où nous étions en ballottage avec un député de la droite nous conquîmes ou conservâmes le siège; sur dix districts où nous l'étions avec les libéraux nous en obtinmes 6. Les cléricaux s'étaient abstenus.

Nous n'avions perdu aucun de nos 7 mandats et nous en avions conquis 11. Notre fraction à la Chambre était donc portée à 18. La droite voyait sa majorité de 59 mandats réduite, à une minorité de 45 et les libéraux avaient gagné 3 sièges. Le résultat définitif était donc le suivant :

	Ancienne Chambre	Nouvelle Chambre
Catholiques	26	25
Anti-révolutionnaires	20	11
Chrétiens historiques	13	9
Droite	<hr/> 59	<hr/> 45
Libéraux libres	4	10
Libéraux unis	21	20
Démocrates libéraux	9	7
Gauche	<hr/> 34	<hr/> 37
Démocrates Socialistes (S. D. A. P.)	7	18
Total	<hr/> 100	<hr/> 100

La première conséquence de la position renforcée qu'occupait notre parti dans la majorité appelée à gouverner fut que notre chef politique, Me. P. J. Troelstra fut consulté par la reine sur la solution de la crise parlementaire. Conformément à l'opinion de la conférence du Parti, c. à. d. à celle de l'Assemblée consultée par le Comité du Parti pour lui servir d'avis, dans laquelle étaient présents, non seulement le Comité et les membres de la Chambre, mais aussi la Rédaction de notre organe „Het Volk" (Le Peuple) Troelstra déclara qu'il fallait tâcher de former un cabinet mixte bourgeois revisionniste de la constitution, lequel aurait pour tâche la réalisation du programme électoral des partis libéraux, tel qu'il avait été accepté par les électeurs et clairement défini par les exigences du ballottage posées par notre parti. Si cela paraissait inexécutable il conseillait la formation d'un cabinet libéral. Un gouvernement de cette nature pouvait compter sur le concours loyal

des démocrates socialistes délégués à la Chambre, également en ce qui concerne le budget de la guerre, à la seule condition, que ce dernier ne dépasserait, pas le chiffre définitif des budgets en cours.

Le leader du parti démocrate libéral, le docteur Bos, fut chargé par la reine de former un cabinet avec tous les éléments de la gauche. Pour l'exécution d'un programme de gouvernement qui visait en tout premier lieu une révision de la Constitution dans le sens indiqué par nous, il se déclara prêt à proposer trois démocrates socialistes pour un portefeuille ministériel, si l'on pouvait s'entendre sur un certain nombre de points concernant une collaboration dans le gouvernement, la Chambre et le pays. S'il essayait un refus de notre côté, le docteur Bos déclarait qu'il n'accepterait pas la mission de former un cabinet.

Il n'était pas sûr, que dans la suite les partis libéraux fussent disposés à former un cabinet politique composé exclusivement de la partie bourgeoise de la gauche; c'est ce qui devait être pris en considération, si cette solution, qui leur paraissait la plus plausible, paraissait impossible.

Dans la deuxième conférence du parti, la proposition du docteur Bos fut rejetée par 13 voix contre 8. Ils étaient unanimes à reconnaître que la formation d'un cabinet libéral homogène, soutenu à la Chambre par la fraction démocrate socialiste, présentait plus de garanties pour mener à bonne fin une révision de la Constitution qu'un gouvernement mixte bourgeois-socialiste. Restait à savoir si les libéraux chercheraient une solution dans ce sens, si la tentative du docteur Bos échouait par notre refus.

La minorité croyait fort possible de voir les libéraux-libres profiter de ce refus pour provoquer la formation d'un gouvernement qui ne les placerait pas devant les conséquences de leur programme. En tout cas il fallait aussi tenir compte de la probabilité qu'il ne se formerait pas de cabinet libéral et que, par conséquent, toute autre solution rendrait très précaire la réalisation de nos exigences électorales.

Un gouvernement, qui ne pouvait compter sur le concours de toute la gauche pour mettre énergiquement à exécution son programme, courait risque d'être surpris à chaque moment par les manoeuvres de la droite, et, si la dissolution de la Chambre était prononcée, la possibilité d'avoir de nouveau une majorité cléricale devenait une probabilité, vu que la gauche se montrait évidemment incapable de gouverner. Tout le profit de nos victoires menaçait de se perdre et le suffrage universel serait écarté pour de longues années. On

se croyait donc en présence du cas exceptionnel visé par la résolution de Paris de 1900: prêter son concours direct au gouvernement pour repousser un assaut réactionnaire et clérical à nos institutions et réformer ces dernières dans un sens démocratique. La minorité prévoyait une grande chance de réussite pour atteindre un but déterminé, grâce à cette alliance temporaire avec les partis libéraux. Le parti, sous la pression duquel les grandes réformes avaient été inscrites sur le programme, pouvait bien courir quelque risque si, grâce à son concours, il parvenait à faire adopter ce qu'une grande partie du peuple avait appelé de ses vœux depuis si longtemps. On reconnaissait la possibilité de voir se former un cabinet libéral après notre refus; il semblait fort peu probable à ces membres que les libéraux, et cela se comprend facilement, fussent disposés à assumer seuls la responsabilité du gouvernement tout en dépendant entièrement de nous. La situation deviendrait très précaire et nous ne tiendrions plus la queue de la poêle. Notre responsabilité envers le peuple, qui nous avait accordé sa confiance, n'en diminuerait pas par là. Si les libéraux se soustrayaient à leur devoir, nous en reviendrions les mains vides et nous ne saurions nous justifier en nous référant à des intérêts de parti et à des éventualités politiques. La lutte enthousiaste, la confiance en ses propres forces, que nous avions cultivée, devait se changer, en cas de refus, en un sentiment de malaise qui nous déprimerait pour longtemps.

La majorité était formée de deux courants. Quelques-uns des membres donnaient comme raison de leurs objections à l'acceptation surtout le caractère et le développement du parti. Tout en reconnaissant qu'il peut se présenter des situations dans lesquelles le parti pouvait faire son profit de la latitude laissée par les résolutions des congrès internationaux de Paris et d'Amsterdam, ils croyaient que dans le cas présent cet état de choses n'existait pas. Même tous étaient d'accord que dans les circonstances actuelles un cabinet de la bourgeoisie était, non seulement possible, mais le plus désirable. Il était irresponsable de se laisser pousser dans une combinaison provoquée par les libéraux, grâce à des considérations étrangères aux intérêts du suffrage universel; d'ailleurs, l'aile droite influente de ce bloc serait pourtant formée par les représentants du gros capitalisme dans les Pays-Bas, par le militarisme et l'impérialisme. En acceptant les portefeuilles on mettrait à l'attache l'action du parti aussi bien à la chambre que dans le pays. L'élan qui nous poussait en avant serait brisé, les idées révolution-

naires de la classe ouvrière seraient étouffées, et les représentants du parti se verraient souvent contraints de prendre position contre les ouvriers et la lutte qu'ils avaient entamée. Ils déclaraient en outre ne pas être absolument sûrs que l'entrée dans le cabinet signifiait la certitude d'obtenir le suffrage universel et les pensions par l'état. Dans ces circonstances ces membres voulaient refuser catégoriquement l'offre faite et, tout en faisant appel à notre plus grande condescendance à soutenir un gouvernement libéral, laisser toute responsabilité aux partis qui ne désiraient pas traiter sur cette base.

L'autre courant de la majorité était formé par ceux qui prétendaient que des ministres socialistes ne pouvaient participer à un gouvernement, en majeure partie formé par la bourgeoisie, que si l'on constatait la mauvaise volonté des libéraux à former un cabinet pris dans leur milieu. Cependant, si les libéraux posaient comme „condition sine qua non” l'entrée des démocrates socialistes pour leur collaboration à la formation d'un cabinet parlementaire, cette condition devait être remplie par nous. Il fallait cependant reconnaître aussi que, malgré les sacrifices que s'imposerait le mouvement socialiste, on n'avait nullement la certitude que ce cabinet, plutôt faible, peu homogène, exposé à tous les hasards et entravé par sa propre composition, pût mener à bon port le suffrage universel. Mais la responsabilité d'une non-réussite éventuelle ne retomberait pas sur nous mais sur les libéraux qui auraient obstrué la bonne voie. Après votation, on estima qu'il était superflu que le Congrès se prononçât; personne ne supposait que cela ouvrirait la possibilité de rallier une majorité pour l'acceptation et que cela aurait un résultat pratique. Considérant que la réalisation du programme composé par le formateur du cabinet, fort probablement de concert avec les chefs des partis libéraux, avait plus et de meilleures chances de réussite avec un cabinet libéral homogène, Troelstra communiqua au docteur Bos, qu'il ne fallait pas s'attendre à la collaboration de la S. D. A. P. pour la formation d'un cabinet mixte.

Au nom de toute la fraction socialiste de la Chambre il promit de nouveau son concours à un cabinet libéral et, convaincu que les libéraux ne pouvaient se soustraire à la responsabilité de mettre leur programme à exécution, il recommanda la formation d'un pareil cabinet à condition de s'entendre sur ce concours avec ses amis politiques.

Le docteur Bos n'accepta donc pas la mission dont on

voulait le charger. L'idée d'un gouvernement libéral fut rejetée par l'assemblée des députés libéraux; l'opposition venait principalement des deux tendances extrêmes.

On se trouvait maintenant dans la situation qui faisait supposer qu'on trouverait dans le Comité directeur du parti une majorité disposée à négocier sur une entrée commune dans un cabinet avec les libéraux. Sur ces entrefaites, la reine avait confié la tâche de former un cabinet à Monsieur Cort van der Linden, diplomate libéral, qui ne s'était pas mû les dernières années sur le terrain politique. Il s'agissait maintenant de faire échouer toute tentative de formation d'un cabinet d'affaires qui ne mettrait sur son programme ni le suffrage universel ni les retraites de l'état, ou du moins d'empêcher que les libéraux n'y prêtassent leur appui, en alléguant notre mauvaise volonté à la seule collaboration regardée par eux comme possible.

Sur la proposition de Vliegen et Schaper le Comité du parti décida, par conséquent, de convoquer un congrès extraordinaire.

La troisième conférence du parti, tenue en vue de préparer le dit congrès, adopta une résolution de la majorité qui disait que, dans les circonstances actuelles, la formation d'un cabinet extra-parlementaire était la solution la plus désirable, pourvu que ce dernier respectât le verdict prononcé par les électeurs quant au suffrage universel et aux pensions de l'Etat, mais dans laquelle il était déclaré que, si cela paraissait impossible, on avait affaire à un cas de nécessité inévitable qui contraignait le parti, conformément à la résolution du Congrès de Paris, à écarter ses objections contre un cabinet libéral-démocrate socialiste.

En regard de cette motion, signée par douze ^{mem} membres de la conférence, se trouvait celle de la minorité qui portait 8 signatures. Elle était fondée sur cette considération: que le parti n'était pas assez fort, ni dans le parlement, ni en dehors, pour braver les dangers que présentaient un tel accord et qu'il allait à l'encontre du but et de l'existence de la démocratie sociale; que la réalisation de notre programme électoral n'était vraisemblable qu'en prêtant son appui à un gouvernement sorti de la bourgeoisie, et que l'entrée dans un pareil cabinet serait dans ces circonstances contraire aux intérêts du prolétariat.

Par l'intermédiaire de Troelstra on posa à Karl Kautsky, l'auteur de la résolution du Congrès international de 1910, la question suivante: s'il se présente un état de choses par lequel le suffrage universel ne peut être sauvé qu'en entrant

dans un gouvernement de la bourgeoisie, la participation à ce gouvernement-là est-elle admissible en principe?

Kautsky reconnut que la situation dans laquelle se trouvait le parti néerlandais était une des plus épineuses où, depuis longtemps, un des partis de l'Internationale se fût jamais trouvé. Par sa résistance acharnée opposée jusqu'ici au ministérialisme, le parti néerlandais avait agi dans l'esprit de l'Internationale, qui exige que l'entrée d'un démocrate socialiste dans un gouvernement bourgeois doit être évité aussi longtemps que possible. Mais que, si seule cette participation à un ministère bourgeois est à même de faire obtenir le suffrage universel et qu'on a également la perspective de le voir adopté, on avait affaire à un cas prévu par la résolution de Paris.

Les différentes opinions dont nous avons donné ci-dessus un aperçu se manifestèrent de nouveau au Congrès de Zwolle.

Deux opinions contraires se trouvaient maintenant en présence: les uns acceptaient l'entrée dans un gouvernement bourgeois comme la conséquence logique de notre victoire électorale et du développement du parti, les autres, en se basant sur des questions de principe, prétendaient différer autant que possible cette adhésion et ne voulaient en aucun cas la donner maintenant.

Les membres du parti qui jouent un rôle prépondérant dans le mouvement syndical étaient en grande majorité opposés à l'acceptation des portefeuilles. Ils y étaient surtout conduits par le fait que leur liberté de mouvement et de critique, sous un gouvernement composé d'une minorité socialiste, serait sérieusement entravée, et que les associations syndicalistes et chrétiennes qui nous combattent profiteraient de la position difficile où se trouveraient le parti ainsi que les syndicats professionnels qui luttent avec nous pour le suffrage universel, pour prendre position contre les ouvriers, au lieu de les soutenir en cas de conflits de travail où le gouvernement serait compromis.

Troelstra constatait une résistance si forte et si élémentaire des principales sections militantes du parti que, quel que fût la majorité obtenue, le résultat pratique deviendrait négatif. Il démontrait l'opportunité d'accepter la résolution de la majorité en se fondant sur la possibilité de voir échouer les efforts de Cort van der Linden et, qu'après notre refus, il n'y aurait pas d'autre issue que la dissolution de la Chambre. Il fallait à tout prix prévenir cela. Si le Congrès refusait d'accepter la possibilité de collabora-

tion dans un gouvernement de majorité bourgeoise, il livrait la fraction parlementaire du parti pieds et poings liés à ses adversaires politiques de la Chambre.

La motion de la minorité est alors retirée devant une autre motion de la section Amsterdam III. Elle est mise aux voix, en contradiction avec la résolution de la majorité; cette dernière est rejetée par 317 contre 376 voix et 15 bulletins blancs. Par là la résolution d'Amsterdam III est censée être adoptée.

Dans cette résolution on conteste que, dans les circonstances actuelles, il existe, pour un parti, une obligation de siéger dans un ministère qui, suivant son origine, sa composition et son but est diamétralement opposé à la bourgeoisie. Le refus de donner notre appui à un ministère libéral s'explique par le fait de la mauvaise volonté des libéraux et non par leur impuissance à adopter cette solution qui est la plus plausible. L'attitude de ces derniers s'explique aussi par le désir d'enlever à notre parti son caractère socialiste. L'introduction du suffrage universel et des pensions de l'Etat est exigé de tout gouvernement. Le concours donné par les libéraux à un gouvernement qui rejetterait ces deux principes serait regardé comme un démenti aux promesses faites lors du ballottage. La motion se termine par un appel à la classe ouvrière à continuer avec encore plus d'énergie, de dévouement et de persévérance la lutte pour l'obtention de réformes politiques et sociales, le seul moyen de les faire adopter dans le plus bref délai possible.

Monsieur Cort van der Linden a réussi dans sa tentative de composition d'un cabinet extra-parlementaire, qui a mis sur son programme une revision de la Constitution pour en arriver au droit de vote général pour les hommes, qui cherche à écarter les obstacles au suffrage des femmes et préconise la représentation proportionnelle ainsi que d'autres réformes sociales.

Troelstra put promettre le concours de la fraction démocrate-socialiste lors des considérations générales sur le budget de l'état.

Lors des réélections, devenues nécessaires par la double élection de nos candidats dans quatre districts, nous perdîmes d'abord deux sièges, puis un encore après la nomination de notre partisan, H. Polak, comme membre de la Première Chambre.

Le nombre des sièges occupés par la S. D. A. P. est actuellement de 15.

La défaite subie dans ce dernier district nous fut particulièrement sensible. C'était notre district le plus fort, celui où Troelstra avait été élu d'emblée. Mais cette défaite elle-même ne réussit pas à abattre l'enthousiasme du parti.

Immédiatement après, avec quelques jours de préparatifs seulement, le Comité du Parti organisa une semaine de propagande, „la semaine Rouge" pendant laquelle 3336 nouveaux membres et 2603 abonnés au „Peuple" se firent inscrire. Ce sont des chiffres qui battent les plus beaux records qui aient jamais été faits après nos victoires.

ELECTIONS AUX ETATS PROVINCIAUX.

Les élections aux Etats provinciaux, qui précédèrent les élections périodiques de la Chambre, formèrent un prélude qui nous remplit d'espoir.

Dans trois arrondissements le parti comptait 23 représentants; les élections nous en donnèrent 42 dans 5 arrondissements.

A un point de vue politique ces institutions ont de l'importance puisqu'elles désignent les membres de la Première Chambre. Notre fraction de la Frise, proportionnellement la plus forte, contraignit les libéraux à conclure un compromis, à la suite duquel deux de nos partisans, H. H. van Kol et Henri Polak, furent nommés sénateurs.

ELECTIONS AUX CONSEILS MUNICIPAUX.

Les élections aux conseils municipaux donnèrent une confirmation éclatante de nos victoires lors des élections à la Chambre.

Le parti prit part à la lutte dans 177 communes, parmi lesquelles toutes les villes, grandes et petites, sauf dans les deux provinces catholiques. Le résultat pour les municipalités fut le suivant:

	Membres sortants	Membres élus
Cléricaux	383	357
Libéraux	520	488
S. D. A. P.	62	125
Autres	9	11

Le nombre des conseillers municipaux du parti se chiffre actuellement par 247. A Amsterdam nos candidats réunirent 43.7% du nombre total des suffrages. Quinze des 45 membres du conseil sont démocrates-socialistes; la forte

position occupée par notre parti fut reconnue par l'élection de Wibaut comme membre du collège des bourgmestre et échevins de la ville.

Par ce fait le premier démocrate-socialiste a fait son entrée dans l'administration d'un de nos grands centres.

La majorité des mandats nous fut confiée à Zaandam, port et centre industriel important. Le conseil municipal y est actuellement socialiste depuis l'élection d'échevins de notre parti. Il faut saluer avec joie la nomination de notre partisan K. ter Laan comme maire de cette commune, choix qui met le sceau officiel à la situation.

LA PRESSE.

Le Parti a un organe principal: Het Volk (Le Peuple). Les mauvaises années du début sont passées. On lui doit une large part dans la prospérité de l'agitation; aussi le nombre des abonnés s'est-il accru par milliers. Le nombre de ces derniers était au

31 Déc. 1900 . . .	de 7000
31 „ 1905 . . .	„ 7554
31 „ 1909 . . .	„ 10965
31 „ 1913 . . .	„ 30149

Il ressort de ces chiffres qu'une nouvelle période s'est ouverte pour le socialisme en Hollande, depuis le dernier Congrès International. L'augmentation s'est élevée depuis lors à

10965 . . .	au 31 Dec. 1909
11580 . . .	„ 31 „ 1910
13375 . . .	„ 31 „ 1911
23519 . . .	„ 31 „ 1912
30149 . . .	„ 31 „ 1913

En outre, la fédération des sections du parti publie 23 journaux hebdomadaires qui comptent à peu près aussi 30.000 abonnés.

Un groupe de démocrates socialistes chrétiens publie le journal hebdomadaire „De Blijde Wereld” (Le monde heureux), rédigé par quelques pasteurs du parti.

L'association des conseillers municipaux démocrates socialistes a également son propre organe „La Commune”, journal mensuel, et l'Alliance des clubs de femmes démocrates socialistes a un organe bimensuel.

Au Congrès de 1914 le parti résolut de publier un périodique mensuel scientifique. Jusqu'ici on avait répondu, en

partie, au besoin d'une revue scientifique par la publication du „Nieuwe Tijd” (Le temps nouveau), rédigé par quelques partisans et non partisans.

PROPAGANDE PARMIS LES FEMMES.

La propagande parmi les femmes est faite en particulier par les clubs de propagande féministes, qui travaillent dans la plupart des endroits où le mouvement socialiste a quelque importance. Seules les femmes membres de la S. D. A. P. y sont admises. Ils forment ensemble l'Alliance démocrate socialiste des clubs de propagande féministes, dont la constitution et la méthode d'action seront réglées par le parti, en conformité à ce qui a été décidé au dernier Congrès. L'Alliance ne porte pas son action au dehors, elle n'a pour but que de répandre nos principes parmi les femmes, de les amener dans notre parti par l'organisation et d'en faire de bonnes combattantes dans la lutte des classes.

L'agitation de nos clubs féministes a principalement pour but le suffrage universel, tout comme l'organisation féministe de la bourgeoisie. Mais contrairement à cette dernière, qui ne fait qu'une lutte de sexe, et ne vise qu'à mettre la femme sur un pied de parfaite égalité avec l'homme en ce qui concerne le droit de vote et qui, par conséquent, est disposée à accepter un suffrage limité qui exclut de ce droit des centaines de prolétaires, hommes et femmes, nos clubs féministes démocrates socialistes propagent l'idée de réclamer „le suffrage universel” aussi bien pour les femmes que pour les hommes. Elles ne veulent pas d'un droit de vote limité qui supprimerait, il est vrai, en partie, pour la femme, la négation politique des droits de son sexe, mais qui augmenterait encore celle de la classe des prolétaires.

Le nombre des clubs qui ont adhéré à l'Alliance est actuellement de 31 et le nombre des membres s'élève à 1300. Les fonds sont fournis par les sections, les fédérations du parti et par son Comité. L'Alliance a un propre organe „La femme prolétaire”. Le tirage du journal, qui augmente rapidement, et le nombre toujours croissant des abonnés font preuve que l'agitation féministe de ces dernières années a beaucoup de succès:

Au 31 Déc.	Tirage	Abonnées
1910	3500	2550
1911	4700	3400
1912	6500	4550
1913	8000	6500

ORGANISATION DE LA JEUNESSE.

L'organisation des jeunes gens a eu pendant de longues années une existence bien languissante, en Hollande; elle vivait en conflit chronique avec le parti, principalement par suite de son désir d'indépendance. Après que les rédacteurs de la Tribune eurent été rayés du parti et que la S. D. P. eut été créée ces jeunes gens voulurent conserver une certaine „neutralité" envers les deux partis. En face de l'ancienne association, les sections du parti ont créé, dans divers endroits, des organisations de jeunes gens qu'ils dirigent eux-mêmes sous le contrôle d'une commission désignée par la section du parti ou par les Commissions de développement ouvrières, nommées en collaboration avec les syndicats professionnels locaux. Le Comité Central pour l'encouragement de l'organisation de la Jeunesse prête son concours et ses lumières aux organisations locales, et leurs membres sont nommés par le Conseil général du Parti. Celui-ci a également pour tâche la publication de brochures et d'un organe pour jeunes gens. Le nombre des membres des clubs, créés pour la plupart en 1913, s'élevait à 1000, au 31 décembre de la même année. L'organe „Het Jonge Volk" (Le jeune peuple) a un tirage de 5000 exemplaires.

RELATIONS AVEC LES AUTRES PARTIS SOCIALISTES.

Le parti ouvrier démocrate socialiste vit sur un pied de guerre avec la S. D. P. Personne ne remarquerait qu'il existe encore un parti socialiste à côté du nôtre si les orateurs de la S. D. P. ne venaient régulièrement dans nos assemblées pour nous reprocher notre „trahison au socialisme", contre lequel, à leur dire, nous péchons chaque jour. Leur organe ne se lit pas, leurs assemblées n'attirent pas d'auditeurs et leurs candidats à la Chambre et aux Conseils municipaux n'obtiennent pas de voix. C'est un petit groupe insignifiant qui a perdu presque tous ceux qui, au début, s'étaient déclarés solidaires avec les meneurs rayés et qui sont rentrés dans l'ancien Parti.

Les rapports avec l'Association socialiste chrétienne sont un peu meilleurs. Lorsque, avant les élections, ce parti résolut de participer indépendamment aux élections, plusieurs membres donnèrent leur démission. Là-dessus, l'Association n'ayant donné aucune suite à son projet elle prêta son concours aux candidats proposés par notre parti. Après les élections son Comité invita le nôtre à s'entendre sur une collaboration aux élections à la Chambre des Députés.

Tout en reconnaissant que l'agitation socialiste peut se manifester de diverses manières, le Comité directeur, du parti crut, cependant, que rien ne motivait l'action de plus d'une organisation dans la politique. Il contestait que le programme ou l'agitation de notre parti donnaient lieu à la création d'un parti particulier de socialistes chrétiens, et tout en engageant ces derniers à lutter pour l'unité du prolétariat, notre collègue insista pour qu'ils se fissent inscrire comme membres de la section néerlandaise de l'Internationale.

L'AGITATION SYNDICALE.

L'Association néerlandaise des syndicats professionnels comptait:

au 1er Janvier 1906	11 organisations et	18.060 membres
„ 1er „ 1910	27 „ „	40.628 „
„ 1er „ 1914	35 „ „	84.434 „

L'accroissement le plus rapide se produisit en 1913, le nombre des organisations ayant passé de 33 à 35 et celui des adhérents de 61.535 à 84.434, soit une augmentation de 37.2 %. L'augmentation du nombre des membres féminins eut moins d'importance. Au 1er janvier 1910, 2943 femmes s'étaient fait inscrire auprès d'un des syndicats de la N.V.V. (6.6 % du total), au 1er janvier 1913 ce chiffre se montait à 4356 (5.1 % du total).

Le dernier état trimestriel, publié le 1er avril 1914, démontre que l'accroissement de 1913 semble se continuer en 1914. Le nombre des adhérents était de 87.734 à cette dernière date.

A plus d'un égard donc l'agitation professionnelle néerlandaise a donné des résultats satisfaisants et, en tant qu'elle ne s'est pas trouvée sous une influence cléricale, syndicaliste anti-démocrate-socialiste, bourgeoisie déguisée ou anarchiste, elle a profité des conditions favorables de développement causées par la prospérité de nos entreprises commerciales et industrielles, de la cherté de la vie et d'autres facteurs.

A cet égard, il y a quelques années encore, l'agitation néerlandaise était bien en retard sur les pays voisins. Mais ce retard a été rattrapé en majeure partie d'une façon très rapide. La manière vigoureuse dont elle se développe nous est garante que notre Centrale professionnelle occupera, au bout de quelques années, dans l'Internationale, la place qui lui revient relativement au terrain qu'elle domine.

Ce qui n'a pas peu contribué à donner confiance à sa

tactique, c'est le fait que dans tous les conflits ouvriers de quelque importance, survenus ces dernières années dans les syndicats qui ont adhéré à la N. V. V., ils sont demeurés maîtres du terrain.

Mentionnons aussi que le plus fort de nos syndicats professionnels, celui des tailleurs de diamants, a réussi à introduire le 1^{er} octobre 1911, la journée de huit heures pour l'industrie entière et qu'il a su la maintenir depuis.

La lutte pour le droit de vote est soutenue avec vigueur par les syndicats professionnels. Le comité de la S. D. A. P. s'entend régulièrement avec la N. V. V. sur l'agitation pour l'obtention du droit de vote; les syndicats sont toujours représentés dans nos manifestations, soit dans les villes, soit dans les campagnes.

A côté de la N. V. V. il existe encore quatre autres Centrales professionnelles mais qui comptent ensemble moins de deux tiers du nombre des membres qui adhèrent à la N.V.V.

Au 1^{er} janvier 1913, 189030 ouvriers s'étaient organisés en syndicats; en 1910 ce nombre n'était que de 143.850. 43.35 % de ce total avaient adhéré à une Centrale syndicale en 1910; en 1913 le pourcentage s'était élevé à 53.66.

Quant aux ouvriers organisés en syndicats professionnels le pourcentage suivant appartenait aux adhérents aux associations nommées ci-après:

	1910	1913
N. A. S. (Anarchistes)	2.4	4.2
N. V. V.	28.2	32.5
Syndicat catholique romain	8.1	11.1
Syndicat protestant	4.5	4.2
Syndicat neutre	—	1.5

Les recettes totales des syndicats professionnels qui adhèrent à la N. V. V. se sont élevées en 1913 à f 1.404.840, dont f 1.014.444 en cotisations.

La fortune totale de ces associations s'élevait au 1^{er} janvier 1914 à f 2.508.203.

Il a été versé aux membres f 835.421, dont f 422.053 pour grèves.

LE MOUVEMENT COOPÉRATIF EN HOLLANDE.

Le mouvement coopératif néerlandais suit deux courants: la coopération bourgeoise, pour laquelle la coopération elle-même est le but, et la coopération ouvrière qui, tout en encourageant l'idée de coopération, se propose en même temps de prêter son concours aux autres divisions de l'agitation ouvrière.

Le nombre total des associations coopératives de notre pays s'élève à 2679, comptant 355.000 membres, dont 481 sont des coopératives de consommation, comptant 160.000 membres. Elles ont un chiffre d'affaires total de 25 millions de florins.

160 sociétés coopératives, comptant 95.000 membres, sont rattachées à la Société coopérative néerlandaise qui exploite un grand comptoir d'achat, la „Handelskamer” (Chambre de commerce). Cette entreprise a eu l'année dernière un chiffre d'affaires de 5 millions. Les coopératives ouvrières continueront, jusqu'en septembre de l'année qui court, à adhérer à l'Association coopérative néerlandaise; à partir de cette époque l'obligation d'adhésion, pour pouvoir se procurer des marchandises auprès de la dite Chambre, cessera d'exister. Après le congrès de Copenhague, qui rendit facultatif le concours aux autres divisions de l'agitation ouvrière, on a discuté dans l'Association des coopératives ouvrières la question de savoir s'il ne serait pas désirable de placer également nos coopératives sur un terrain plus neutre. Par 108 voix contre 10 l'assemblée annuelle de 1913 résolut de continuer à destiner une part des bénéfices à l'agitation ouvrière.

L'association des coopératives ouvrières, d'accord avec le Comité central des syndicats professionnels, auxquelles adhèrent les ouvriers engagés dans les entreprises de coopération, a conclu un contrat collectif sur les conditions de travail du personnel.

Nos partisans ressentent assez généralement le devoir de prêter leur concours aux coopérations qui se sont placées à un point de vue de classes de la société.

39 coopératives versent une part de leurs bénéfices à l'agitation ouvrière; 32 de ces dernières adhèrent à l'Association des coopératives et elles ont à leur service un personnel de 623 unités dans leurs 52 entreprises.

La prospérité de ces coopératives ressort des chiffres suivants:

	1909	1912
Membres	17.763	24.581
Chiffre d'affaires	f 1.876.659	f 2.910.351
Bénéfice	„ 112.619	„ 185.645
Versements aux membres	„ 65.153	„ 123.430
Versements à l'agitation ouvr.	„ 14.571	„ 21.107

Les chiffres suivants nous renseignent sur l'importance de ces 32 sociétés coopératives. Elles avaient ensemble en 1913:

Actif.

Caisse et fonds placés	f 170.011
Stock et inventaire	„ 464.415
Immeubles	„ 911.584
Créances	„ 73.360
Autres possessions	„ 54.445

Passif.

Fournisseurs	f 213.616
Emprunts	„ 941.096
Capital actions	„ 86.086
Fonds publics	„ 121.567
Autres dettes	„ 117.150
Bénéfice	„ 185.371

LA PRESSE PROFESSIONNELLE.

Les syndicats professionnels qui ont adhéré à la N. V. V. possèdent 36 journaux, l'organe central „l'Agitation professionnelle" y compris. Au premier janvier 1914 ils avaient un tirage total de 123.038 exemplaires. De ces organes 8 sont hebdomadaires, 24 bimensuels et 3 mensuels. Il est répandu chaque année à peu près 4 millions et demi de numéros.

Sauf les syndicats professionnels des Employés, des Assistants-pharmaciens, des Gens de service, des Tonneliers, des Ouvriers agriculteurs, du Personnel des Postes, des Ouvriers de l'Etat et des Garçons bouchers, en général des associations de peu d'importance numérique et qui en ressentent moins le besoin urgent, tous les syndicats qui ont adhéré à la N. V. V. font partie du syndicat international de leur métier.

Nous aimons à croire que ce qui précède rassurera l'Internationale sur la prospérité de l'agitation ouvrière socialiste dans les Pays-Bas. Les résultats obtenus ces dernières années, et dont le présent rapport fait mention à plusieurs endroits en relevant des chiffres à l'appui, démontrent qu'on marche de l'avant dans le domaine du déploiement des forces du prolétariat. Nous avons foi en l'avenir et nous espérons que, dans les années qui suivront, la section néerlandaise pourra marcher de front avec les autres sections soeurs de l'Internationale afin d'atteindre le grand but commun que nous poursuivons.

Le Conseil général du Parti:

W. H. VLIEGEN, Président.

J. W. MATTHIJSEN, Secrétaire.

W. H. Vlieg